

Linux conquista América Latina

Ce blog propose souvent des traductions anglophones. Voici notre première traduction réalisée à partir d'un article en langue espagnole par Bertille (merci pour elle).



Comme pour l'anglais nous cherchons à constituer un petit groupe de traducteurs autour de l'espagnol. Il s'agirait non seulement de traduire mais également d'exercer une petite veille autour du « software libre », histoire de nous tenir au courant, comme ici, de ses avancées et péripéties dans le monde hispanophone^[1].

Si vous souhaitez rejoindre l'équipe, inscrivez-vous directement à partir de cette page.

Linux conquiert l'Amérique Latine

Linux conquista América Latina

Miguel Angel Criado - 27 octobre 2008 - Publico.es

(Traduction Framalang : Bertille)

Les gouvernements sud américains poussent à l'utilisation du logiciel libre face au logiciel propriétaire, à la recherche de l'indépendance technologique, de la sécurité et du développement local.

Le logiciel libre est en train de conquérir l'Amérique Latine. La vague des victoires des partis de gauche se traduit, sur le plan technologique, par la substitution des programmes informatiques propriétaires par des autres à codes ouverts. Contrairement à l'Europe, les gouvernants d'Amérique Latine sont persuadés que la seule manière d'impulser la société de l'information pour en faire un levier pour le développement est d'utiliser Linux.

Du Brésil de Lula jusqu'au Venezuela de Chávez, une migration de Windows à Linux est en train de se produire dans l'administration, les entreprises publiques ou les écoles. **L'économie d'argent que suppose le non achat de licences pour l'utilisation de programmes privés n'est pas l'unique motif de ce changement.** Les raisons que présentent les différents gouvernements sont l'indépendance technologique face aux multinationales, la sécurité qu'offre le logiciel libre en permettant de voir son code source, et l'intérêt de développer une industrie informatique locale.

Lors de la Conférence Internationale du logiciel libre qui eut lieu à Malaga la semaine dernière^[2], les responsables technologiques de différents gouvernements d'Amérique Latine ont partagé leurs expériences et ont expliqué le fonctionnement de ce mouvement qui, avec ses rythmes et objectifs distincts, semble difficile à arrêter.

Vénézuela :

Le gouvernement le plus belliqueux à l'encontre du logiciel propriétaire est peut-être celui d'Hugo Chávez. Depuis l'adoption du décret 3 390 en décembre 2004, tout matériel informatique acheté par l'administration ou les entreprises publiques doit porter la mention logiciel libre.

Carlos Figueira, responsable du CNTI^[3] du Ministère du Pouvoir Populaire pour les Télécommunications et l'Informatique du gouvernement du Venezuela, présente la souveraineté et l'indépendance technologique comme des raisons de passer à Linux. De même, il ajoute que « **le logiciel libre** incite à un modèle économique basé sur les services, ce qui favorise **le développement des industries locales** au détriment des grandes entreprises ».

Équateur :

Ce pays, où le président Rafael Correa fait partie du gouvernement depuis moins longtemps, a suivi une partie des étapes initialisées par son voisin vénézuelien. Ainsi, la promulgation du décret présidentiel 1 014 oblige les entités publiques à utiliser le logiciel libre.

Paraguay :

Le gouvernement de l'ex évêque Fernando Lugo (qui est arrivé au pouvoir en août

dernier) ne peut pas se permettre le luxe de payer le coût des programmes propriétaires. Nicolas Caballero, directeur des Politiques TIC^[4] du nouveau gouvernement, l'explique : « **Une licence XP coûte 95 euros, le même prix qu'une tonne de soja. Combien de personnes se nourrissent avec une tonne de soja ?** Et à qui cet argent profite ? Une société qui est on ne sait où. Cela cesse d'être un problème technologique pour se convertir en problème éthique ».

Brésil :

Le pays carioca dispose d'une des communautés de hackers^[5] et de développeurs de logiciels libres les plus importantes au monde. C'est pour cela que, lorsque Lula est arrivé au pouvoir, GNU/Linux était déjà utilisé dans l'administration. Depuis, le changement est devenu stratégique. Au Brésil, comme l'explique Corinto Meffe, le Gérant des Innovations Technologiques du gouvernement du Brésil, « l'essentiel, ce n'est pas la gratuité mais l'indépendance ». **Le Brésil, qui mise sur les programmes libres depuis plus de dix ans**, voit en eux une façon de réduire la dépendance face aux technologies des autres pays.

Uruguay :

En Uruguay, **la neutralité technologique compte ses jours**. L'idée lancée par l'industrie du logiciel selon laquelle les gouvernements doivent être neutres dans le choix d'un système ou d'un autre est rejetée par le Parti Socialiste. Son conseiller, Fernando da Rosa, annonce qu'ils préparent un projet de loi qui exigera que les systèmes soient basés sur des standards ouverts. « Nous voulons que se produise une migration sûre, même si elle ne sera peut-être pas rapide. »

Cuba :

Le gouvernement cubain subit un « blocus informatique », comme l'explique Miriam Valdés, directrice d'analyse du Bureau pour l'Informatisation. Cuba ne peut pas acheter de licences de logiciels. De même qu'ils ne peuvent pas non plus télécharger les programmes libres hébergés sur les sites américains. « C'est pour cela que la migration est stratégique » dit-elle. Dans un pays où les cours d'informatique se donnent depuis la maternelle, 96 % des systèmes publiques utilisent déjà le logiciel libre.

Veiller aux droits et aux libertés

Analyse de Caroline Grau, directrice générale de CENATIC^[6].

Ces dix dernières années, de nombreuses technologies ont vu le jour afin de favoriser la bien nommée « société de l'information ». Le logiciel libre et open-source est, sans nul doute, l'une des technologies qui démontre avoir le plus d'influence pour favoriser ce développement, surtout dans le milieu des administrations publiques, conditionnées par leur profil de gestion d'information et de traitement des données.

Les administrations publiques doivent rester attentives aux changements et innovations qui se produisent dans le secteur du logiciel, et elles doivent encourager leur intégration à la structure de gestion afin d'optimiser le service qu'elles prêtent au citoyen et afin de veiller à leurs droits et libertés.

En ce sens, le logiciel libre et open-source permet aux administrations publiques de tenir leurs engagements de responsabilité face aux citoyens. C'est ce type de logiciel qui s'adapte le mieux à leurs nécessités techniques, tel que l'illustrent de nombreux rapports, comme le plan « Europe 2002 » ou bien le rapport « Logiciel open-source pour le développement de l'Administration Publique Espagnole », publié par le CENATIC.

L'économie significative de coûts, en n'ayant pas à payer chaque copie d'un programme, est un des motifs les plus fréquemment avancés pour utiliser ce type de logiciel. À ceci s'ajoutent d'autres aspects, comme le libre accès au code des programmes et la possibilité de les adapter, de les modifier et d'éliminer progressivement leurs failles, sans dépendre pour cela du support exclusif d'une seule société (ce qui permet en plus de développer le tissu technologique local), qui sont de fortes raisons en faveur de son utilisation dans toute administration publique.

Une autre importante motivation pour son utilisation est le haut niveau de sécurité que ces programmes déploient généralement par rapport aux alternatives propriétaires, en bénéficiant de plus de révisions de code. Le critère de sécurité est, dans de nombreuses occasions, déterminant au moment de se décider pour l'utilisation du logiciel libre ou open-source dans des plateformes qui entreposent et administrent de l'information sensible.

Notes

[1] Crédit photo : Vacacion (Creative Commons By)

[2] NdT : Conférence Internationale du logiciel libre : du 20 au 22 octobre 2008 à Malaga, Espagne. <http://www.opensourceworldconference.com>

[3] NdT : CNTI : Centro Nacional de Tecnologías de Información / Centre National des Technologies de l'Information. <http://www.cnti.gob.ve>

[4] NdT : Políticas TIC : politiques des Technologies de l'Information et de la Communication.

[5] NdT : le hacker désigne un expert en informatique, et non pas un pirate.

[6] NdT : CENATIC : Centro Nacional de Referencia de Aplicación de las Tecnologías de la Información y la Comunicación / Centre National de Référence d'Application des Technologies de l'Information et de la Communication. <http://www.cenatic.es>